

L'ajournement

déclaration et déduit le montant de récupération de leur remboursement.

La récupération fiscale préoccupe ces retraités pour bien des raisons. Cela leur est imposé avant que le projet de loi ne soit adopté.

• (1920)

Les retraités sont également inquiets parce que c'est le commencement de la fin des programmes universels. Le gouvernement dit que les gens dont le revenu est supérieur à 50 000 \$ n'ont plus droit à la pension de sécurité de la vieillesse, même s'ils ont travaillé pendant toute leur vie pour obtenir ce genre de programme de sécurité sociale. Ils ont payé des impôts pour pouvoir disposer de cette pension plus tard.

Aujourd'hui, les retraités se demandent si le gouvernement n'envisage pas aussi de s'attaquer à l'assurance-maladie. Il pourrait bien décréter que les gens qui dépassent un certain niveau de revenu n'ont plus droit à des soins médicaux gratuits ou à une éducation gratuite. Où allons-nous? Nous finirons par avoir deux systèmes: un système d'éducation, de soins médicaux et de pensions pour les personnes à faible revenu, et un autre pour les riches.

Nous voyons ce qui se passe aux États-Unis quand on adopte un système double, au lieu d'appliquer des programmes sociaux universels.

Les retraités me disent aussi que la récupération fiscale les inquiète parce qu'elle fait partie d'un régime fiscal injuste. Le gouvernement a décidé d'imposer à 100 p. 100 la pension des personnes âgées qui gagnent un certain revenu, tout en ramenant le taux d'imposition des sociétés de 36 à 28 p. 100, sans compter les 60 000 sociétés rentables qui n'ont payé aucun impôt.

En fait, beaucoup de grandes sociétés non seulement ont complètement échappé au fisc, mais ont obtenu des crédits d'impôt. Des entreprises comme Brascade et Brascan peuvent réaliser des bénéfices de 263 millions de dollars et ne pas payer un cent d'impôt. Il se trouve qu'elles ont fait un don de 50 000 \$ aux conservateurs. On peut également citer Standard Trusco qui a gagné 13 millions de dollars et n'a pas payé d'impôt. Il se trouve aussi que cette société avait offert 15 000 \$ aux conservateurs.

Il y a également Tridel, qui aime bien tant les conservateurs que les libéraux. Elle a réalisé des bénéfices de 72 millions de dollars. Ils ont donné 29 millions de dollars aux conservateurs et 80 millions, je crois, aux libéraux. Les retraités disent: «N'y a-t-il plus de justice dans notre régime fiscal?»

Maintenant, ils me demandent: «Pourquoi le gouvernement insiste-t-il pour mettre en place la taxe la plus injuste qui soit, la TPS?» Ils m'ont dit au cours de la fin de semaine: «Qu'arrive-t-il à Ottawa?» «Pourquoi le gou-

vernement conservateur s'assure-t-il la majorité au Sénat pour faire adopter la TPS, qui est une taxe injuste?»

Ils disent aussi en même temps: «Nous n'avons pas confiance dans les libéraux. Ils ne sont pas honnêtes pour ce qui est de cette question. Leur critique a démissionné parce qu'il appuyait la TPS. Ils ont refusé de proposer des solutions de rechange à la TPS. Leur nouveau chef a hésité pendant des mois avant de prendre une décision. Il aurait pu tuer la TPS en juin, en juillet, en août et en septembre, mais il a délibérément attendu de savoir que le premier ministre allait s'assurer la majorité au Sénat.»

Ils disent: «Haro sur les deux Chambres des partis traditionnels. Ils sont de mèche pour prélever des impôts injustes.» La récupération des pensions n'est qu'une partie de ce régime d'impôt injuste. Mais les personnes âgées m'ont répété maintes fois: «Nous n'avons rien contre le fait de payer notre juste part et de supporter notre part du fardeau. Il est temps que les grandes sociétés payent leur juste part.» Il est temps que les partis traditionnels—soyez honnêtes avec nous—, que les conservateurs et les libéraux fassent connaître leurs intentions au public.

S'ils ont des solutions à proposer, qu'ils les mettent au grand jour pour que la population puisse les examiner. S'ils ont l'intention de mettre fin à un régime d'impôt injuste, qu'ils le fassent maintenant qu'ils en ont l'occasion, au lieu de traîner les pieds jusqu'à ce que disparaisse cette possibilité.

[Français]

M. Pierre H. Vincent (secrétaire parlementaire du ministre des Finances): Monsieur le Président, je dois vous avouer que je suis très déçu du discours du député de Surrey-Nord, très déçu et très surpris. J'entends le député de Surrey-Nord venir contester une loi qui fait en sorte que des gens qui ont un revenu net de 75 000 \$ ou plus paient leur juste part d'impôt. Et on ne parle pas de personnes à faible revenu, monsieur le Président, on parle de personnes de 65 ans ou plus, qui ont un revenu net de 75 000 \$. Et ce gouvernement-ci a dit: Ces gens-là doivent payer leur juste part d'impôt. . .

Monsieur le Président, j'ai laissé parler le député, il pourrait faire la même chose. Et je l'entends me mentionner, monsieur le Président, de façon à mêler la population canadienne, que les compagnies ne paient pas d'impôt. C'est faux, monsieur le Président! Toutes les compagnies canadiennes paient leur juste part d'impôt. Ce que le député oublie de mentionner, c'est qu'il y a des compagnies à tous les ans qui ont des pertes, et les pertes s'accumulent et viennent réduire les revenus taxables. Certaines compagnies ont des amortissements à prendre. Ce sont les seules choses. Et lorsque le député dit que les compagnies ne paient pas d'impôt, c'est faux, monsieur le Président, c'est absolument faux! Et je suis déçu de voir le député de Surrey-Nord, que je considérais, venir dire